

MEDEF Actu-Eco - n° 293

Direction des Etudes

Semaine du 26 au 30 juin 2017



SOMMAIRE



FRANCE

1. **Situation des entreprises au premier trimestre 2017** : taux de marge stabilisé à 31,7 % de la valeur ajoutée, soit -1,8 point de moins qu'en 2007
2. **Situation des ménages au premier trimestre 2017** : stabilité du pouvoir d'achat du revenu disponible et du taux d'épargne
3. **Demandes d'emploi en mai 2017** : 3 494 100 en catégorie A (+22 300 sur un mois, -27 600 sur un an), durée moyenne d'inscription à Pôle Emploi au plus haut à 583 jours
4. **Moral des ménages en juin 2017** : hausse et niveau records depuis mai 2007

INTERNATIONAL

- 5- **Climat des affaires en Allemagne en juin 2017** : amélioration pour le cinquième mois consécutif, nouveau plus haut historique de l'indice
- 6- **Tendance récente des marchés** : remontée du taux à 10 ans français et allemand, nette appréciation de l'euro face au dollar, raffermissement du pétrole

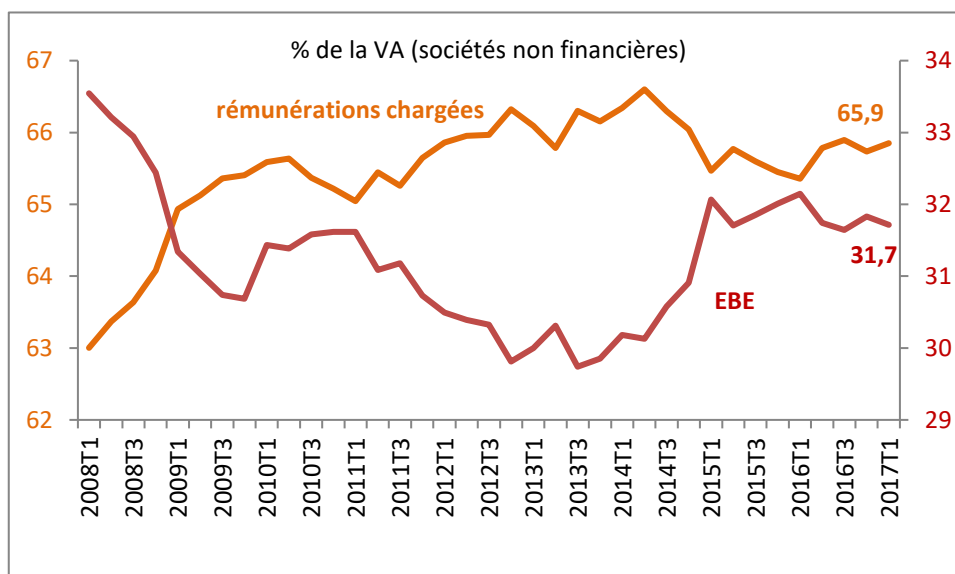
1. Situation des entreprises au premier trimestre 2017 : taux de marge stabilisé à 31,7% de la valeur ajoutée, soit -1,8 point de moins qu'en 2007

* Selon la première estimation de l'INSEE des comptes nationaux, **la valeur ajoutée** des sociétés non financières s'est accrue de +0,7% au **premier trimestre 2017** (après +0,9 % au dernier trimestre 2016). Elle a progressé de +1,4% sur un an.

L'accroissement de la valeur ajoutée a été moins marqué que celle des rémunérations chargées (+0,9%). Les salaires et traitements bruts versés ont augmenté de +1,0% (+0,6% fin 2016), et les cotisations sociales employeur de +0,8%. En revanche, le montant des impôts sur la production nets de subventions a augmenté de +0,8%, après -0,2% fin 2016 (hausse de +1,5% des subventions d'exploitation du fait du CICE

conventionnellement considéré en comptabilité nationale comme une subvention aux salaires).

En conséquence, **l'excédent brut d'exploitation** (EBE) des sociétés non financières n'a progressé que de +0,4% (0% sur un an). Le **taux de marge** a quasiment stagné sur la ligne de 31,7% de la valeur ajoutée qui prévaut depuis le deuxième trimestre 2016. En effet, précise l'INSEE, « les termes de l'échange pèsent en raison de la remontée des prix de l'énergie et malgré une hausse des prix de vente. A l'inverse, les sociétés non financières dégagent des gains de productivité tandis que les salaires réels restent globalement stables ». **Ce taux de marge est inférieur de 1,8 point à celui de 2007.**



Source : INSEE

* **Le profit distribuable après impôts** a augmenté de +1,6% (+2,2% au dernier trimestre 2016). Cette hausse est imputable à l'autofinancement (+2,1%), les **revenus nets distribués** par les sociétés non financières (versés

– reçus), pour l'essentiel les dividendes, ayant baissé de -0,6%.

Le profit distribuable après impôt s'est ainsi redressé de 24,2% à **24,4% de la valeur ajoutée**.

Principaux ratios d'exploitation des sociétés non financières

% VA au prix du marché	Rémunérations chargées	dont salaires et traitements bruts versés	Impôts sur la production nets de subventions	Marge brute (EBE)	dont profit distribuable après impôts*	Distribution nette
2016T1	65,4	49,3	2,5	32,1	24,3	4,3
2016T2	65,8	49,8	2,5	31,7	23,9	4,4
2016T3	65,9	49,9	2,5	31,6	23,9	4,5
2016T4	65,7	49,7	2,4	31,8	24,2	4,4
2017T1	65,9	49,8	2,4	31,7	24,4	4,4
2007	63,0	47,8	3,5	33,5	25,8	6,3
2016	65,7	49,7	2,5	31,8	24,1	4,4

Source : INSEE / (*) épargne brute (autofinancement) + distribution nette

* Tandis que l'**épargne brute** des sociétés non financières (autofinancement) s'est accrue de +2,1 % au premier trimestre 2017, les **investissements** ont augmenté à un rythme plus soutenu que les deux trimestres précédents et plus soutenu que la valeur ajoutée (+2,3%, contre +0,7%), de sorte que le taux d'investissement s'est

redressé à 23,7%. Il dépasse celui de 2016 (23,3%), lui-même un peu supérieur au point haut de 2008.

Au total, le **taux d'autofinancement** s'établit à 84,4% dépassant largement son niveau moyen des années d'avant crise (2000-2007).

Investissements et autofinancement (sociétés non financières)

% valeur ajoutée	Epargne brute (A)	Investissements (B)	Taux d'autofinancement (A/B)
2016T1	20,0	23,3	85,8
2016T2	19,4	23,4	83,2
2016T3	19,5	23,3	83,4
2016T4	19,8	23,4	84,6
2017T1	20,0	23,7	84,4
2007	19,5	22,6	86,2
2016	19,7	23,3	84,2

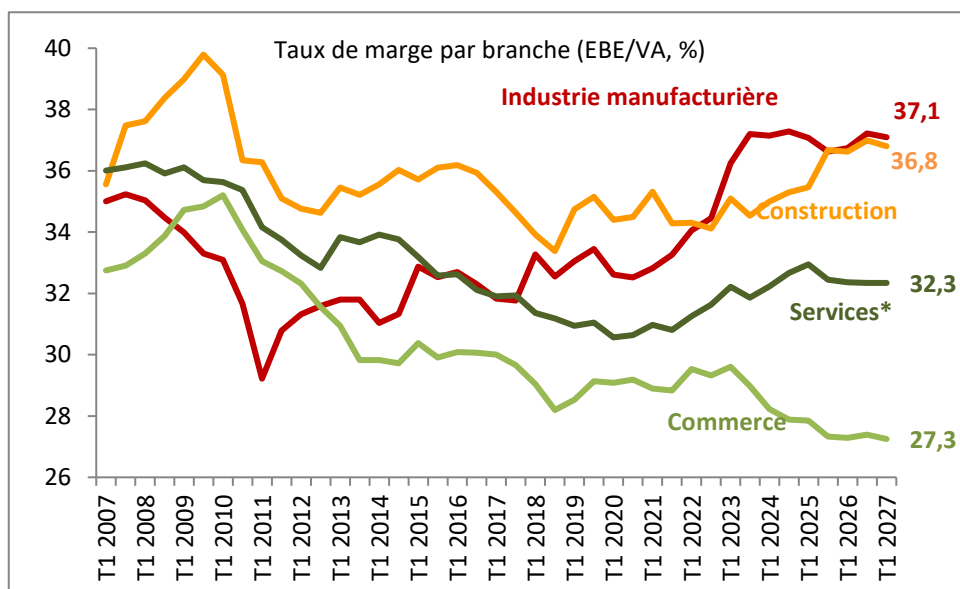
Source : INSEE

* **Le taux de marge est resté quasiment stable dans toutes les grandes branches au premier trimestre 2017.**

Dans l'*industrie manufacturière*, il plafonne depuis le début de l'année 2016, et a atteint 37,1% début 2017, *au-dessus de son niveau d'avant crise* (34,9%). Dans la *construction*, le redressement du

taux de marge a marqué le pas pour s'établir à 35,5%, inférieur à son niveau moyen de 2007 (37,3%). Dans le *commerce*, il s'est établi à 27,3% (33,2% en 2007). Enfin, dans les *services principalement marchands (hors services financiers et immobiliers)*, le taux de marge est de 32,3%, (36,1% en 2007).





Source : INSEE / (*) services principalement marchands hors services financiers et immobiliers

2. Situation des ménages au premier trimestre 2017 : stabilité du pouvoir d'achat du revenu disponible et du taux d'épargne

* Les résultats détaillés des comptes nationaux du **premier trimestre 2017** mettent en évidence une **accélération du revenu disponible brut des ménages (RDB) en euros courants** : **+0,6%** en valeur, après +0,4% au trimestre précédent. Il aura augmenté de +2,1% sur un an. Cette évolution recouvre :

- une **nette accélération des salaires et traitements bruts** : +0,9%, après +0,6% (+2,4% sur un an) : créations d'emploi au premier trimestre et salaire moyen plus rapide ; revalorisation du point d'indice de traitement de la fonction publique de +0,6% au 1^{er} février 2017 ;

- une **hausse des prestations sociales** : +0,4%, après +0,3% (+1,7% sur un an). Elles représentent 35,1% du RDB ;
- une **décélération des impôts sur le revenu et le patrimoine** : +0,5%, après +1,0% (+0,4% sur un an). C'est le résultat combiné de plusieurs facteurs : « contrecoup de régularisations importantes fin 2016 », « baisse des acomptes d'IR au titre de la réduction d'impôt de 20% pour les ménages modestes et du relèvement exceptionnel des seuils ouvrant droit à exonération ou à taux réduit de CSG sur les revenus de remplacements » ;
- une hausse des **cotisations sociales versées** : +0,6% après +0,7% (+2,5% sur un an).

	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4	2017 T1
Evolution en valeur (%)					
Revenu Disponible Brut (RDB)	+0,3	+0,3	+0,8	+0,4	+0,6
Impôts sur le revenu et le patrimoine	+1,2	+0,0	-1,2	+1,0	+0,5
Cotisations sociales versées	+0,7	+0,5	+0,6	+0,7	+0,6
Prix des dépenses de la consommation	-0,2	+0,0	+0,1	+0,3	+0,5
Salaires et traitements bruts	+0,6	+0,4	+0,6	+0,6	+0,9
Prestations sociales	+0,4	+0,4	+0,6	+0,3	+0,4
Evolution en pouvoir d'achat (%)					
Revenu Disponible Brut (RDB)	+0,5	+0,3	+0,7	+0,1	+0,1
RDB par unité de consommation	+0,4	+0,2	+0,6	-0,0	+0,0
Salaires bruts	+0,8	+0,3	+0,5	+0,3	+0,4
Prestations sociales	+0,7	+0,4	+0,4	+0,0	-0,1
Ratios					
Taux d'épargne (% du RDB)	13,8	13,8	14,4	13,9	14,0
Taux d'épargne financière (% du RDB)	4,8	4,5	5,1	4,6	4,5

* Compte tenu de la **nouvelle accélération des prix des dépenses de la consommation** au premier trimestre 2017 (+0,5% après +0,3%), **le pouvoir d'achat du RDB des ménages est quasiment stable** (+0,1%, comme au trimestre précédent), soit une hausse de **+1,2% sur un an**. Par unité de consommation, c'est-à-dire en tenant compte de la structure des ménages, il a également stagné au premier trimestre (+0,8% sur un an).

* Au total, la consommation des ménages étant stable et leur pouvoir d'achat pratiquement inchangé, **leur taux d'épargne est resté**

quasiment stable (14,0% du RDB après 13,9%). Le taux d'épargne financière s'est établi à 4,5%, quasiment identique à celui du dernier trimestre 2016 (4,6%).

* **Entre 2007 et le premier trimestre 2017, le RDB a progressé de +15,0% en valeur, dont** : +20,0% pour les salaires et traitements bruts (secteurs privé et public confondus), +31,0% pour les prestations sociales. Dans le même temps, les cotisations sociales versées par les ménages ont augmenté de +27,0% et les impôts sur le revenu et le patrimoine de +33,0%.



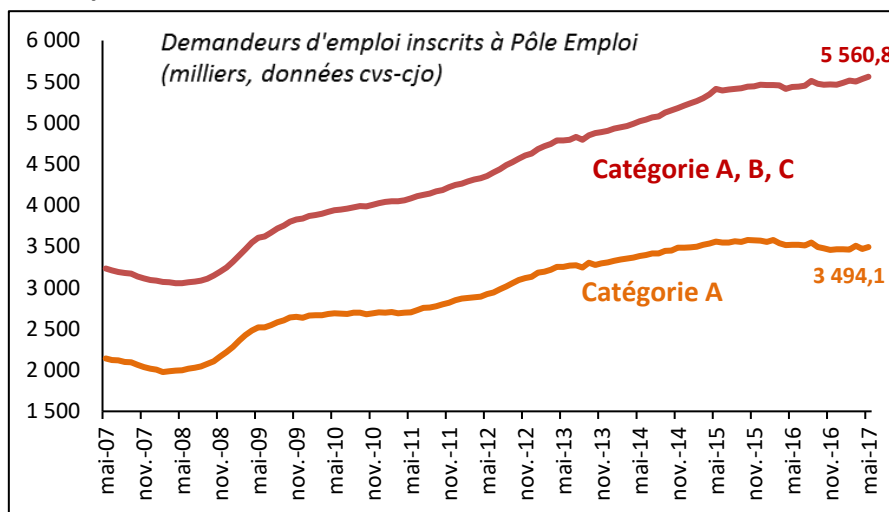
3. Demandes d'emploi en mai 2017 : 3 494 100 en catégorie A (+22 300 sur un mois, -27 600 sur un an), durée moyenne d'inscription à Pôle Emploi au plus haut à 583 jours

* *Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A (sans aucune activité) en France métropolitaine a augmenté en mai 2017 de +22 300 personnes (+0,6%), après la baisse d'avril (-36 300).*

Cette hausse a concerné plus les femmes (+1,0%) que les hommes (+0,3%), et toutes les tranches d'âge (+0,3% pour les moins de 25 ans, +0,8% pour les 25-49 ans, +0,5% pour les 50 ans ou plus). Le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A en France métropolitaine s'établit désormais à **3 494 100 personnes**.

Dans le même temps, *le nombre total des demandeurs d'emploi - ensemble des catégories A, B et C - s'est accru de +25 800 (+0,5%) pour s'établir à 5 864 000 personnes.*

* *Pour la France entière* (métropole et DROM), le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A a augmenté de +23 300 personnes. La hausse a été de +27 900 personnes pour l'ensemble des catégories A, B et C.



Source : Dares

* *Sur trois mois* (entre février et mai 2017), le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A en France métropolitaine a augmenté de **+29 700 personnes**, (+45 600 pour l'ensemble des catégories A, B et C). Pour la France entière, l'évolution a été sensiblement identique (+29 500 pour la catégorie A et +46 400 pour l'ensemble des catégories A, B et C).

Par région, l'évolution sur trois mois des demandeurs de **catégorie A en France métropolitaine** a été très contrastée : repli de -0,9% en Corse et -0,1% en Bourgogne-Franche-Comté ; hausse comprise entre +0,1% et +0,9% pour les régions Grand Est, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Centre-Val de Loire et Pays de la Loire ; hausse égale ou supérieure à +1,0% en Île-de-France, en Normandie, dans les Hauts de France,

en Nouvelle-Aquitaine et en Auvergne-Rhône-Alpes.

S'agissant du total des catégories A, B et C, toutes les régions ont enregistré une hausse du nombre de demandeurs d'emploi en mai, à l'exception de la Bourgogne-Franche-Comté, de la Corse et des Pays de la Loire où il a stagné.

Les **départements et régions d'Outre-mer** ont enregistré une diminution de -0,1% des demandes de catégorie A, qui recouvre une baisse marquée à la Réunion (-0,7%), une stagnation en Guadeloupe, une hausse en Martinique (+0,5%) et surtout en Guyane (+2,6% après -1,5% en avril et -5,2% en mars).

* **Entre mai 2016 et mai 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A en France métropolitaine a diminué de -27 600 personnes, soit -0,8%** (+125 600 pour l'ensemble des catégories A, B et C). Cette évolution sur un an

recouvre une baisse de -2,5% chez les hommes et un accroissement de +1,2% chez les femmes ; un recul de -6,1% chez les moins de 25 ans et de -1,2% chez les 25-49 ans, une hausse de +3,3% chez les 50 ans et plus.

Demands d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A en avril 2017 (France métropolitaine)

	Niveau	Evolution sur un mois		Evolution sur un an	
	milliers	milliers	%	milliers	%
Hommes	1803,6	+4,8	+0,3	-47	-2,5
Femmes	1690,5	+17,5	+1,0	+19,4	+1,2
Moins 25 ans	476,8	+1,3	+0,3	-30,9	-6,1
25 à 49 ans	2101,0	+16,0	+0,8	-26,2	-1,2
50 ans ou plus	916,3	+5,0	+0,5	+29,5	+3,3
Ensemble	3494,0	+22,3	+0,6	-27,6	-0,8

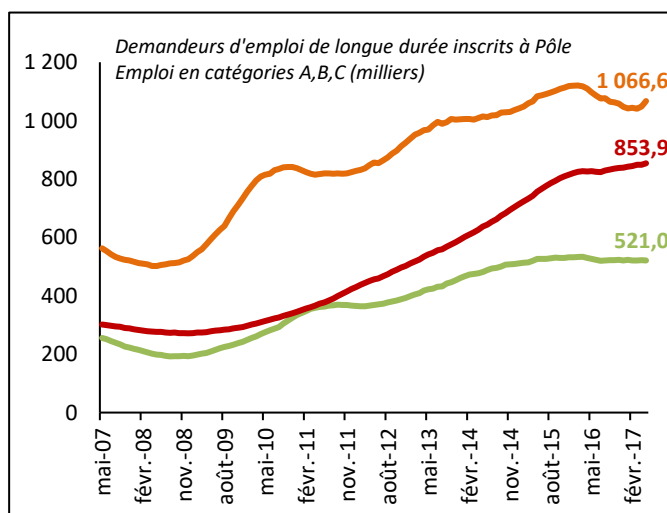
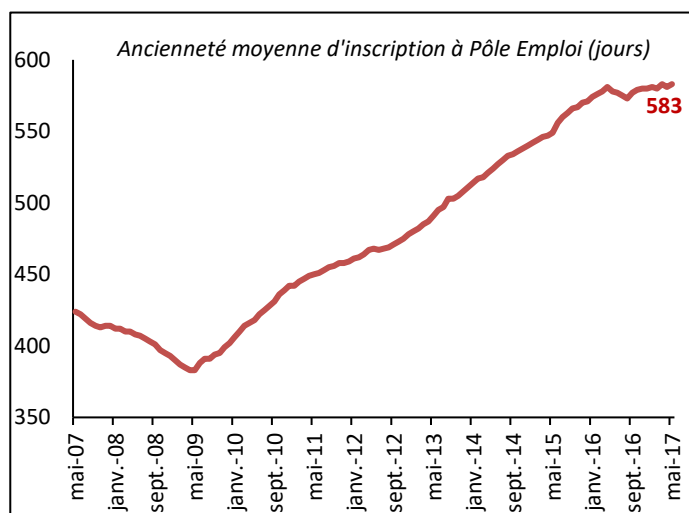
Source : Dares

* La **durée moyenne d'inscription à Pôle emploi** pour l'ensemble des catégories A, B et C s'est allongée en mai 2017 (+2 jours après -2 jours le mois précédent) pour s'établir à **583 jours**. Elle renoue ainsi avec son **plus haut niveau historique**, déjà atteint en mars.

* En mai 2017, le nombre de **demandeurs d'emploi de longue durée (supérieure à un an)** a augmenté sur un mois de +23 000, pour atteindre **2 441 500 personnes**, mais a diminué de -8 700 personnes sur un an. Ils représentent ainsi près de

44,0% des demandeurs toutes catégories confondues en France métropolitaine.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de **1 à 2 ans** a augmenté de +18 500 personnes mais s'est réduit de -29 900 sur un an. Ceux inscrits de **2 à 3 ans** sont restés quasi stables entre avril et mai et ont baissé de -5 900 sur un an. Le nombre de demandeurs inscrits depuis **3 ans ou plus** a augmenté sur un mois (+5 200) et sur un an (+27 100) pour représenter **853 900 personnes** (35,0% des chômeurs de longue durée).



Source : Dares

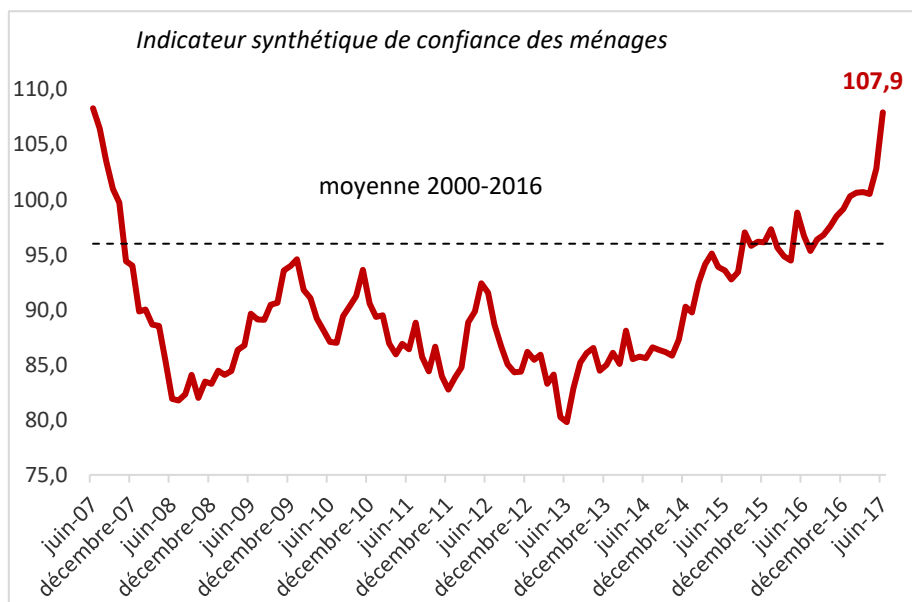


4. Moral des ménages en juin 2017 : hausse et niveau records depuis mai 2007

* Selon la dernière enquête de l'INSEE, **la confiance des ménages a continué de s'améliorer en juin 2017**. L'indicateur qui la synthétise a fait un bond de +5,1 points pour s'établir à 107,9, bien au-dessus de sa moyenne de longue période. **Il s'agit**

d'une hausse et d'un niveau records depuis mai 2007.

L'INSEE précise qu'un tel « *pic d'optimisme a également été constaté lors des élections présidentielles précédentes* ».



Source : INSEE

*Concernant le « contexte économique », **l'opinion des ménages sur le niveau de vie en France** a continué de s'améliorer en juin, que ce soit pour le niveau de vie passé (+5,4 points après +5,8 en mai, indice synthétique au plus haut depuis début 2003) ou pour le niveau de vie futur (+15,2 points après déjà +6,7 en mai, indice au plus haut depuis mai 2007).

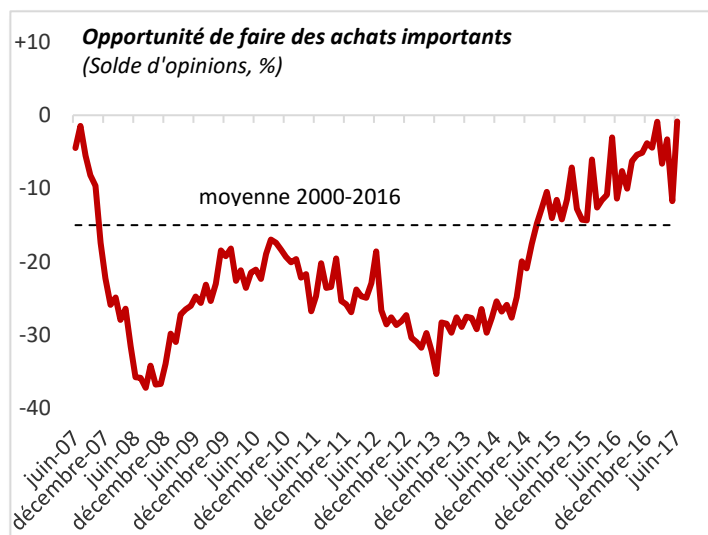
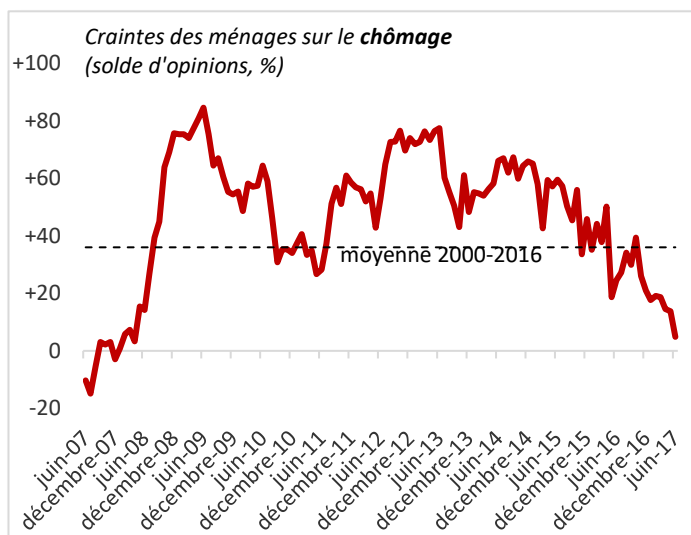
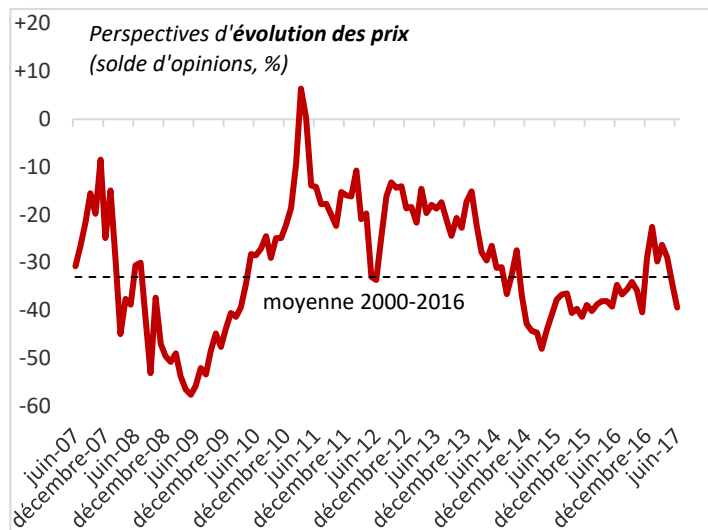
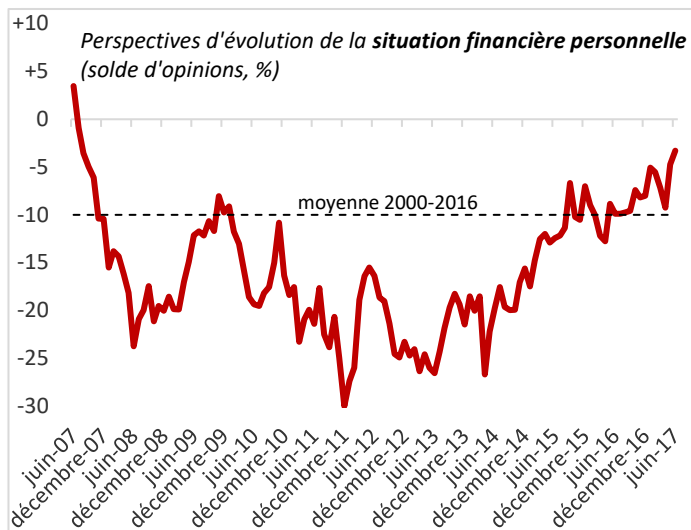
Dans le même temps, leurs « **craintes concernant le chômage** » se sont nettement affaiblies (-8,8 points, troisième mois consécutif de baisse, indice synthétique au plus bas depuis début 2008).

Enfin, en juin la proportion des ménages estimant que les prix ont augmenté au cours des douze derniers mois a été stable. Celle anticipant que les prix augmenteront au cours des douze prochains mois a augmenté.

* S'agissant de leur « situation personnelle », la perception qu'ont les ménages de leur **situation financière future** a continué de se redresser (+1,4 point après +4,5 en mai) et l'indice synthétique excède désormais son niveau moyen de longue période. La perception qu'ils ont de leur **situation financière passée** s'est améliorée (+4,8 points) après avoir stagné en mai.

La proportion des ménages estimant qu'il est « **opportun de faire des achats importants** » s'est nettement redressée après « *la chute* » du mois de mai (+10,9 points après -8,4 points). La proportion estimant qu'il est « **opportun d'épargner** » a très légèrement augmenté en juin, pour le cinquième mois consécutif.

Enfin le solde d'opinion des ménages sur leur **capacité d'épargne actuelle** est resté quasi stable (+0,4 point) tandis que celui sur leur **capacité future** a augmenté (+2,9 points).

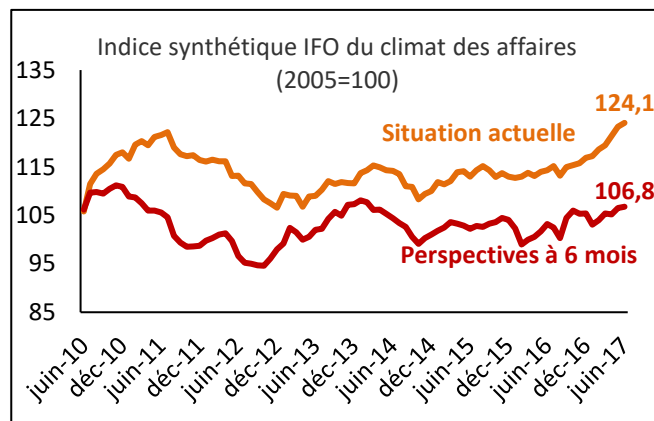
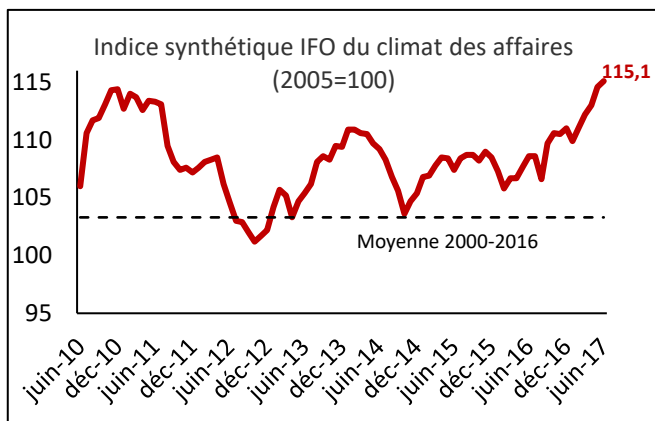


Source : INSEE

5. Climat des affaires en Allemagne en juin 2017 : amélioration pour le cinquième mois consécutif, nouveau plus haut historique de l'indice

Le climat des affaires dans la construction, l'industrie et le commerce en Allemagne a continué de s'améliorer en juin 2017, pour le cinquième mois consécutif. **L'indicateur synthétique IFO a en effet augmenté de +0,5**

point par rapport à celui de mai pour s'établir à 115,1 bien au-dessus de sa moyenne de longue période (103,3 entre 2000 et 2016). Il s'agit d'un **nouveau plus haut historique**.



Source : IFO

* Cette amélioration du climat des affaires s'explique à la fois par **la hausse continue de la perception des entreprises de leur « situation actuelle »** ainsi que par **celle de l'activité pour les six mois à venir**. L'indice correspondant à « la situation actuelle » a augmenté pour le dixième mois consécutif pour atteindre un pic historique (124,1, soit +0,8 point par rapport à mai). L'indice correspondant aux anticipations d'activité a progressé de +0,3 point pour s'élever à 106,8, au plus haut depuis le premier trimestre 2014.

* Cette progression du climat des affaires allemand a concerné tous les secteurs à l'exception de la construction :

- dans l'**industrie manufacturière**, le climat ne s'est que très légèrement amélioré (+0,1 point) à la faveur de perspectives à moyen terme un peu plus optimistes qu'en mai. La perception par les industriels de la « situation actuelle » est restée stable, à un « *très haut niveau* » cependant ;

- dans le **commerce de gros** l'indicateur du climat a continué de progresser (+3,3 points, troisième mois consécutif de hausse) pour atteindre un plus haut depuis décembre 2010. Cette franche amélioration du climat s'explique à la fois par une perception toujours meilleure de la « situation actuelle » (indice au plus haut) et par des perspectives d'activité bien orientées ;

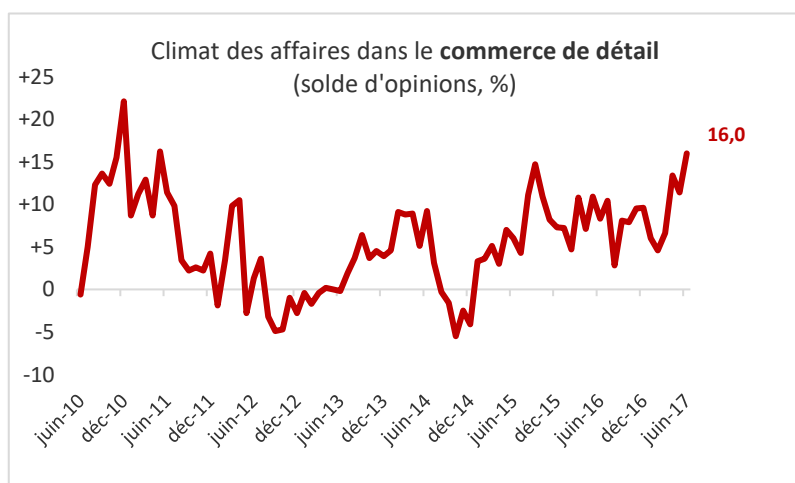
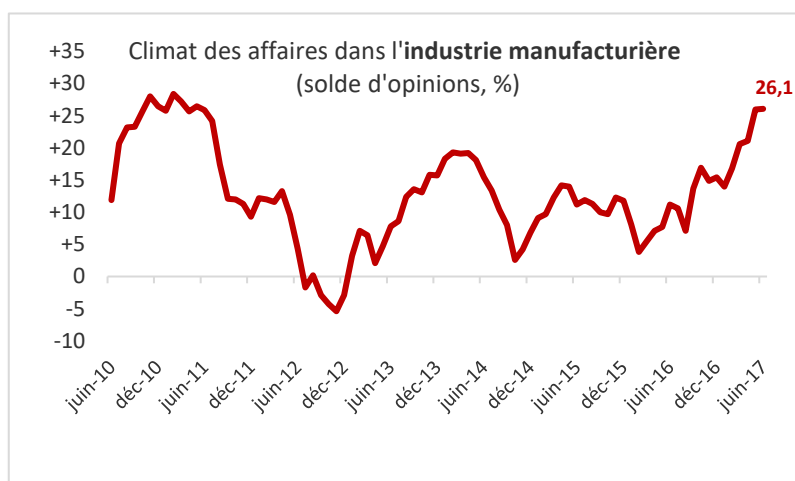
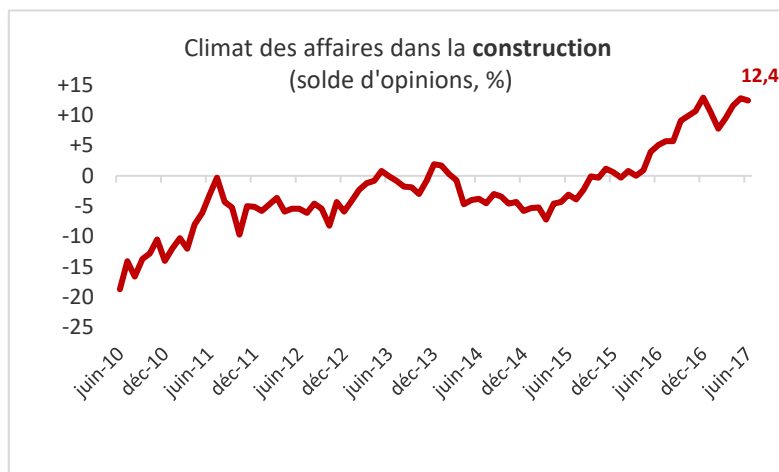
- dans le **commerce de détail**, le climat s'est nettement redressé (+4,6 points après -2,0 points le mois précédent) du fait d'un ajustement à la hausse de la perception de la « situation actuelle » et des perspectives (indice au plus haut depuis septembre 2015) ;

- dans la **construction**, le climat des affaires s'est légèrement détérioré (-0,4 point), les entrepreneurs ayant légèrement révisé à la baisse leur perception de la « situation actuelle » et des conditions d'activité à six mois. L'indice du climat dans ce secteur demeure néanmoins à un haut niveau.

*

L'amélioration continue du climat des affaires en Allemagne suggéré par l'indice IFO en mai est partiellement confirmée par la première estimation des indices PMI (enquête auprès des directeurs d'achats) publiés par Markit Economics sur ce même mois.

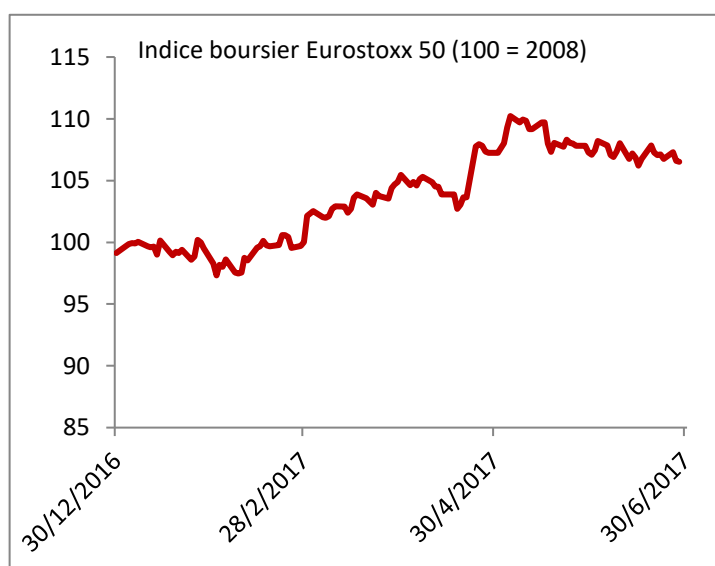
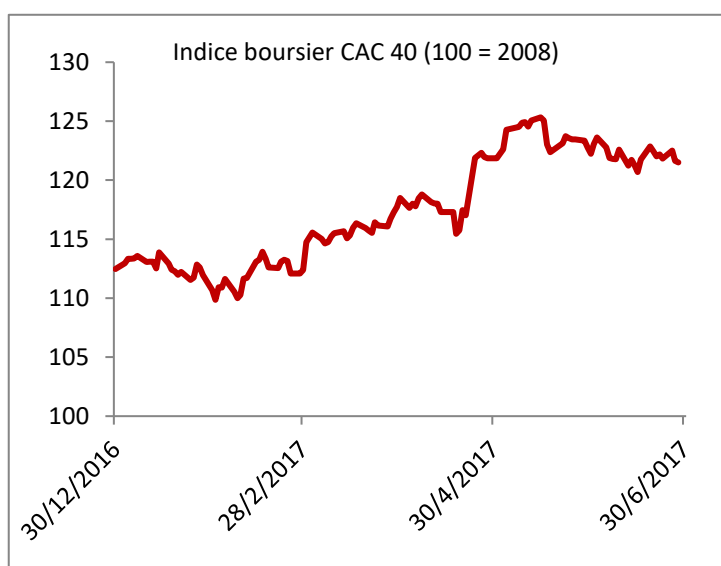
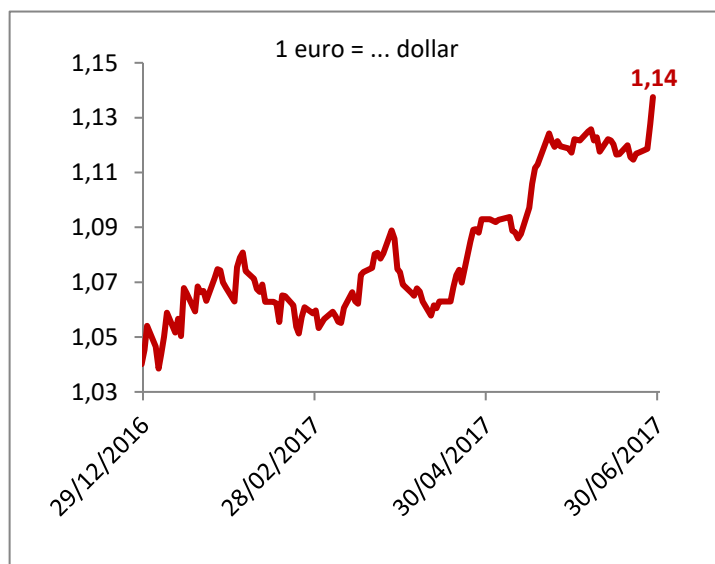
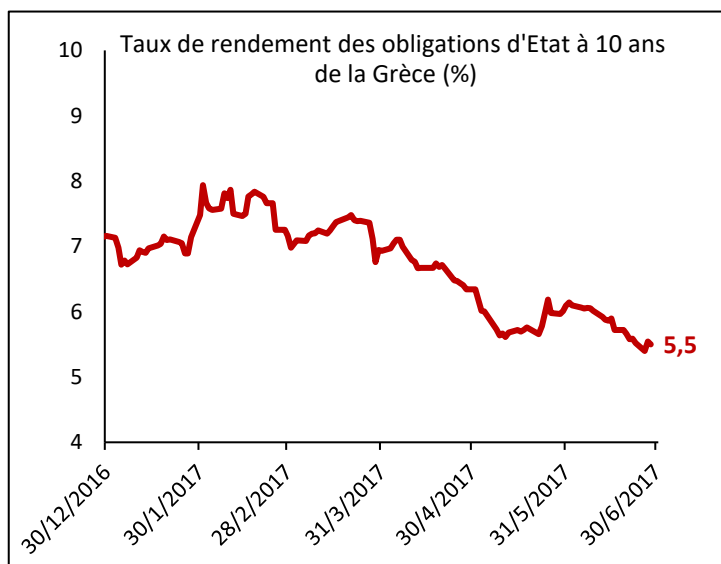
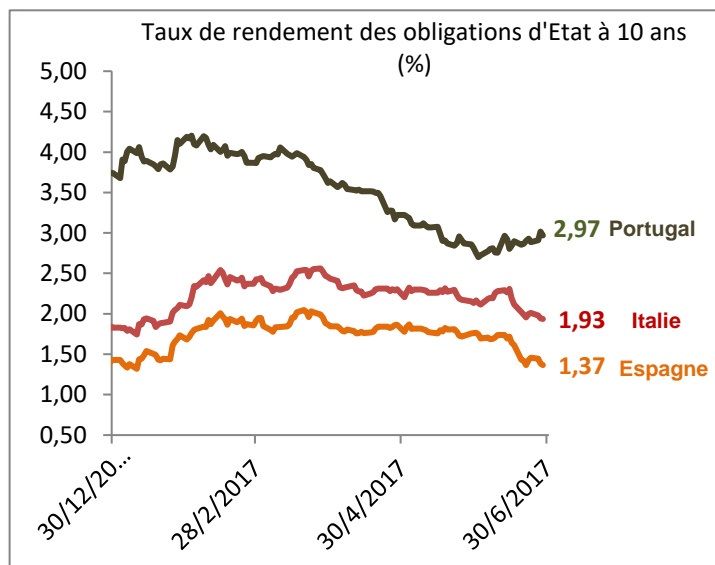
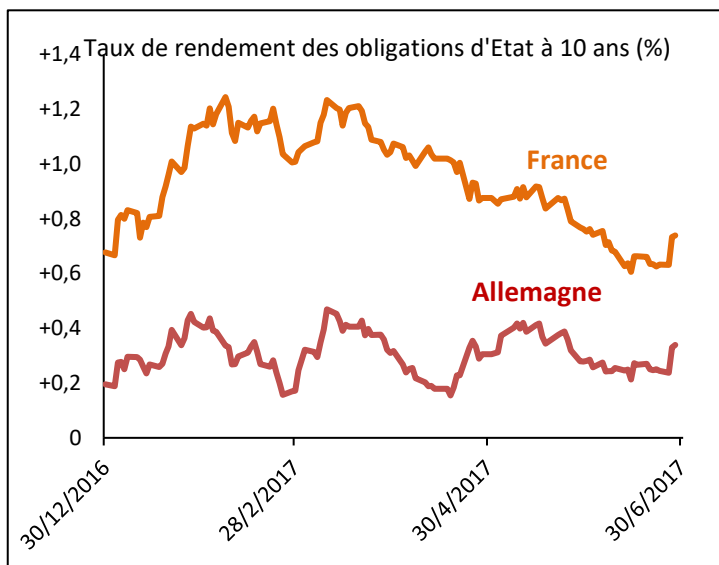
Dans le **secteur manufacturier**, la progression de l'activité se serait maintenue à un niveau toujours aussi élevé (PMI à 59,3 après 59,5 en mai). Dans **les services**, la croissance de l'activité aurait été en revanche un peu moins soutenue (53,7 après 55,4).

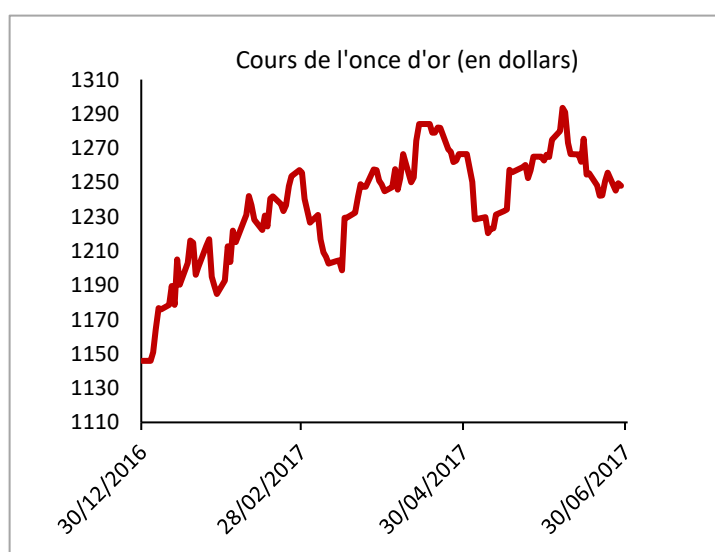
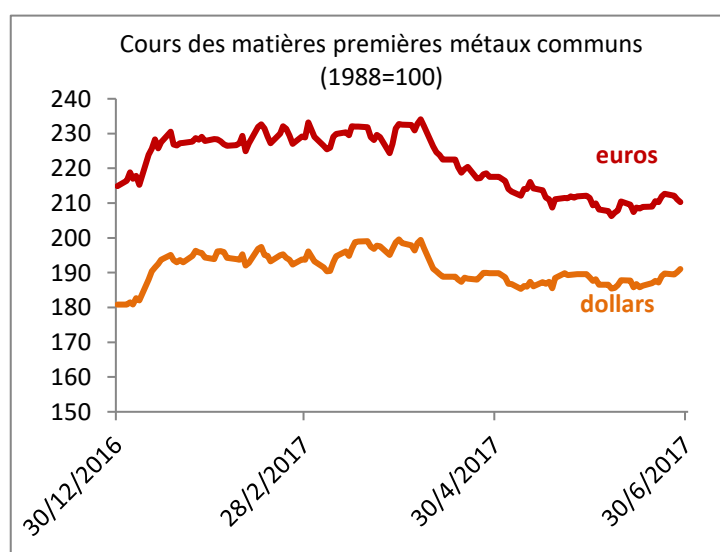
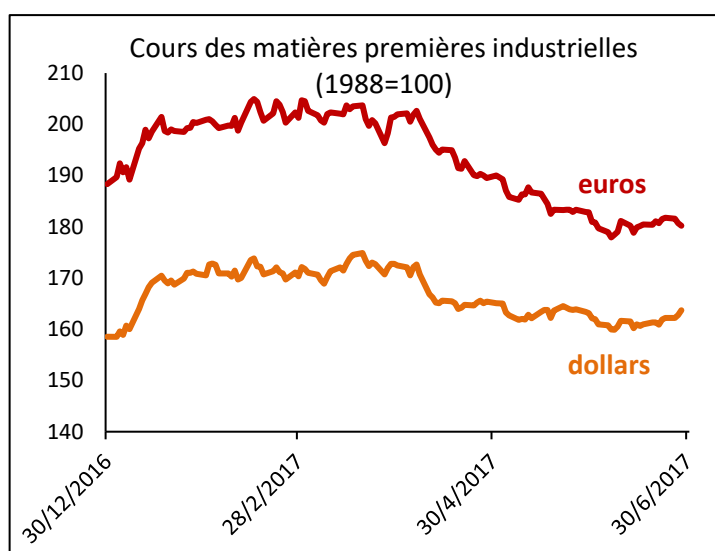
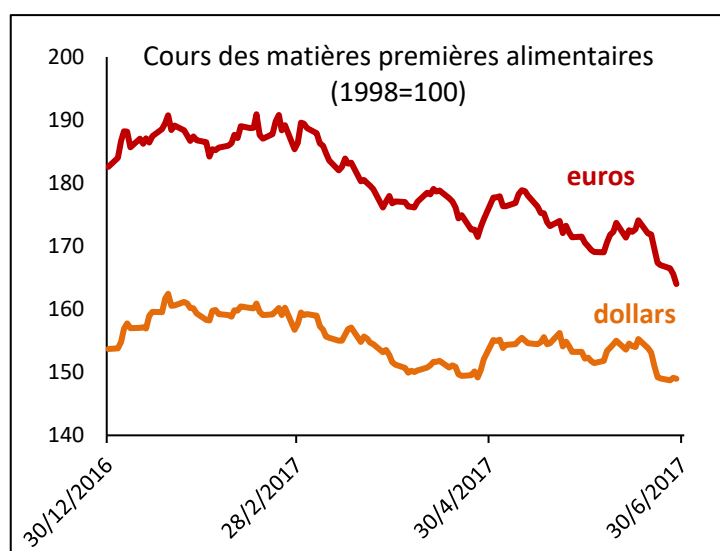
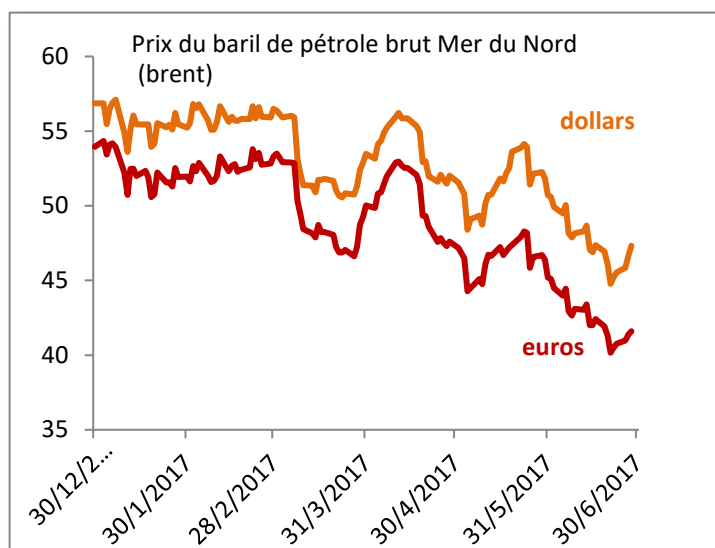
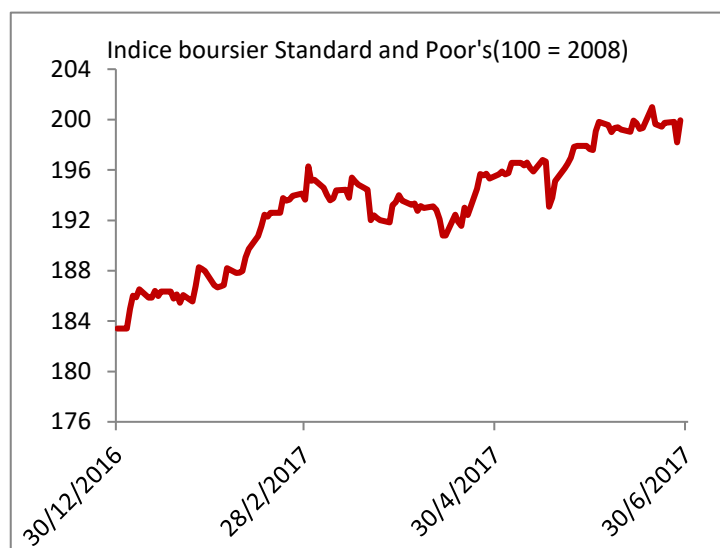


Source: IFO



6. Tendances récentes des marchés : remontée du taux à 10 ans français et allemand, nette appréciation de l'euro face au dollar, raffermissement du pétrole





Contact : gde-lavernee@medef.fr/abenhamou@medef.fr

Rédaction achevée le 29 juin 2017

La Météo de l'éco - Prenez la température de l'économie française en quelques clics, avec 30 indicateurs

➤ Connectez-vous sur www.meteodeleco.fr
➤ ou téléchargez l'application gratuitement sur :

